

DIVISION DE LYON

Lyon, le 26 Janvier 2016

N/Réf. : CODEP-LYO-2016-003414

**Monsieur le Directeur  
ONET TECHNOLOGIES  
INSPECTION  
18 Rue André Sentuc  
69200 VENISSIEUX**

**Objet :** Inspection inopinée de la radioprotection du 14 janvier 2016  
Installation : ONET TECHNOLOGIES INSPECTION  
Nature de l'inspection : Radioprotection et transport de substances radioactives –  
radiographie industrielle en chantier  
**Référence à rappeler dans la réponse à ce courrier : INSNP-LYO-2016-0670**

**Réf. :** Code de l'environnement, notamment ses articles L.591-1 et suivants  
Code de la santé publique, notamment ses articles L.1333-17 et R.1333-98

Monsieur,

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), en charge du contrôle de la radioprotection en France, est représentée à l'échelon local en régions Rhône-Alpes et Auvergne par la division de Lyon.

Dans le cadre de ses attributions, la division de Lyon de l'ASN a procédé à une inspection inopinée de la radioprotection et du transport de substances radioactives de votre activité de contrôle technique réalisée avec des appareils de radiographie industrielle lors d'un chantier réalisé pour la société EIFFAGE sur un chantier de chauffage urbain à Lyon (69).

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous la synthèse de l'inspection ainsi que les principales demandes et observations qui en résultent.

### **Synthèse de l'inspection**

L'inspection inopinée du 14 janvier 2016 de la société ONET TECHNOLOGIES INSPECTION basée à Vénissieux (69), à l'occasion d'un chantier qui se déroulait sur la voie publique pour le compte de la société EIFFAGE à Lyon (69), a porté sur l'organisation et les dispositions mises en œuvre pour assurer, dans le cadre de ses activités de contrôle technique réalisées avec des gammagraphes, la protection des personnels et du public contre les risques d'exposition aux rayonnements ionisants et le respect des exigences de la réglementation en matière de transport de substances radioactives.

Les inspecteurs ont noté une prise en compte satisfaisante de la réglementation relative à la radioprotection et au transport de substances radioactives. Les dispositions prises par l'entreprise concernant les habilitations des intervenants, la maintenance du gammagraphe et de ses accessoires, et le suivi dosimétrique des intervenants étaient satisfaisantes. L'organisation du chantier était satisfaisante, notamment le fait de demander au donneur d'ordre d'installer des protections biologiques. Cependant, des améliorations sont à mettre en œuvre sur certains marquages des colis de transport et dans l'élaboration des prévisionnels dosimétriques des interventions sur chantier.

## **A – Demandes d'actions correctives**

### *Evaluation prévisionnelle de la dose*

Conformément à l'article R.4451-11 du code du travail, « *lors d'une opération se déroulant dans la zone contrôlée définie à l'article R.4451-18, l'employeur fait procéder à une évaluation prévisionnelle de la dose collective et des doses individuelles que les travailleurs sont susceptibles de recevoir lors de l'opération* ».

Les inspecteurs ont constaté qu'un prévisionnel dosimétrique a été réalisé pour l'intervention inspectée. Ce prévisionnel, basé sur 10 tirs, estimait la dose à 0,46 microSv par intervenant. Les inspecteurs ont noté que les dosimètres opérationnels des deux intervenants indiquaient 2 microSv et 1 microSv à la fin de l'intervention au terme des 16 tirs réalisés. Les inspecteurs ont constaté que le chantier s'est déroulé dans de bonnes conditions de radioprotection.

**A1. Je vous demande de préciser à la division de Lyon de l'ASN la méthode de calcul qui vous permet d'estimer la dose individuelle à 0,46 microSv sur l'intervention du 14 janvier 2016.**

**Je vous demande d'améliorer l'élaboration de vos prévisionnels dosimétriques en évaluant plus justement le nombre de tirs à réaliser en application de l'article R.4451-11 du code du travail.**

## **B – Demandes d'informations**

Néant.

## **C – Observations**

### *C1. Radiamètres*

Les inspecteurs ont noté que les opérateurs disposaient chacun d'un radiamètre (même modèle). Cependant ce radiamètre a un temps de stabilisation assez long (environ 40 à 50 secondes) qui correspondait au temps de réalisation des tirs (55 secondes) du chantier inspecté. Ces radiamètres ne sont en revanche pas appropriés pour des temps de tir plus courts. Je vous encourage à acquérir des radiamètres qui soient adaptés à chacun de vos chantiers.

### *C2. Signalisation lumineuse*

Les inspecteurs ont noté que les opérateurs avaient installé une balise lumineuse au niveau du gammagraphe mais pas au niveau de la limite physique du chantier. Dans des conditions de luminosité faible, je vous invite à installer des balises lumineuses au niveau du balisage des chantiers.

### *C3. Marquage du colis contenant le gammagraphe*

Les inspecteurs ont constaté que les étiquettes indiquant le numéro ONU et la désignation officielle du transport en application du paragraphe 5.2.1.7.2 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) n'étaient pas en bon état sur la Cégebox n°542 : l'une était déchirée et l'autre était recouverte par l'étiquette II-jaune. Je vous encourage à remettre de nouvelles étiquettes sur la Cégebox n°542 répondant à l'exigence du paragraphe 5.2.1.7.2 de l'ADR.

### *C4. Marquage du colis contenant le collimateur en uranium appauvri*

L'identification de l'expéditeur mentionnait encore le nom d'APPLUS RTD alors que la société a changé de nom. Je vous encourage à modifier l'étiquette mentionnant le nom de l'entreprise expéditrice en application du paragraphe 5.1.5.4.1 de l'ADR.

### *C5. Pancarte d'absence*

Les inspecteurs ont constaté que les opérateurs n'avaient pas, en cas d'absence, de pancarte à mettre au niveau du pare-brise du véhicule comprenant le nom de l'entreprise ou du conducteur et un numéro de téléphone. Je vous encourage à mettre en place ce type de pancarte dans tous vos véhicules.

Vous voudrez bien me faire part de vos observations et réponses concernant ces points dans un délai qui n'excédera pas **deux mois**, sauf mention contraire précisée dans le corps de cette lettre.

Pour les engagements que vous serez amené à prendre, vous voudrez bien préciser, **pour chacun, l'échéance de réalisation.**

Ma division reste à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire. Sachez enfin qu'à toutes fins utiles, je transmets copie de ce courrier à l'inspection du travail.

Par ailleurs, conformément au droit à l'information en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection fixé par l'article L.125-13 du code de l'environnement, ce courrier sera mis en ligne sur le site internet de l'ASN ([www.asn.fr](http://www.asn.fr)).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

**La chef de la division de Lyon de l'ASN,**

**Signé par**

**Marie THOMINES**